

Alors que d'importantes initiatives relatives à la dimension sociale de l'UE ont vu le jour en 2017 (la principale étant la proclamation du *Socle européen des droits sociaux* à Göteborg en novembre), l'année écoulée pourrait marquer un tournant dans le développement de la dimension sociale du projet européen. Ces initiatives signalent un nouveau paradigme quant à la relation entre les dimensions économique et sociale du projet européen. La partie n'est cependant pas gagnée. Au-delà de l'impératif de traduire la proclamation solennelle de Göteborg en mesures concrètes, le débat sur l'Europe sociale pâtit toujours de l'absence d'une analyse claire, partagée par tous les acteurs, sur le rôle que doit jouer l'UE dans le domaine social. Ainsi, dans la première section de cette contribution, nous expliquons brièvement pourquoi la politique sociale est devenue une dimension cruciale du projet européen, même si, simultanément, l'UE n'a pas vocation à devenir un État providence. Dans les sections suivantes, nous identifions trois domaines dans lesquels une action tangible de l'UE est nécessaire : promouvoir une convergence ascendante dans les normes et les performances sociales (partie 2) ; garantir une mobilité équitable des citoyens (partie 3) ; et faire de l'investissement dans le capital humain un *leitmotiv* de l'action européenne (partie 4).

Keywords : Europe sociale, Union européenne, politique sociale, investissement social